

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 25 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 juillet 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Parc Eolien de la Bruyère SARL**

188 rue Maurice Béjart  
CS 57392  
34184 MONTPELLIER

Références : UID11/66-C3-2023-046  
Code AIOT : 0006605527

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 juillet 2022 dans l'établissement de la société Parc Eolien de la Bruyère SARL implanté lieux-dits La Bruyère et le Pélédis à BOURIEGE (11300). L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc Eolien de la Bruyère SARL
- lieux\_dits La Bruyère et le Pélédis 11300 BOURIEGE
- Code AIOT : 0006605527
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 14,1 MW).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite du 11 juin 2020,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2017 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
14	Règlement REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
15	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	/	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet
13	Risques	AP Complémentaire du 17/03/2017, article 5.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le parc éolien respecte l'essentiel des dispositions contrôlées.

Toutefois, certains écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de suivi de 2019, 2020 et 2021.  Dans le cadre de ces suivis, l'exploitant a mis en place un bridage chiroptères (en continu entre mi-avril et mi-novembre). Par ailleurs, les éoliennes ont été équipées de système de détection/effarouchement/arrêt (SDA) pour la protection de l'avifaune. Le bridage et les SDA pourraient être encadrés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.  Au regard des conclusions du rapport de 2021, le suivi a été reconduit en 2022. L'exploitant doit transmettre le rapport de ce suivi au service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b> Les rapports de suivi transmis par l'exploitant mentionnent leur conformité au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministère chargé des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.  Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de

suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les justificatifs du téléversement des données des rapports de suivi environnemental de 2020 et 2021 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
Toutefois, il manque le justificatif du téléversement des données du rapport de suivi de 2019. Par ailleurs, un nouveau suivi a été réalisé en 2022, pour lequel, il faudra aussi téléverser les données brutes dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
L'exploitant doit transmettre ces justificatifs à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux et signalétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Les éoliennes ne sont pas identifiées par le numéro mentionné dans l'arrêté complémentaire n° DREAL-UID11-2017-08 de 2017 ni comme dans la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p> <p>Par ailleurs, ce marquage pourrait être positionné au-dessus de la porte, et non au niveau de la porte comme actuellement, afin d'être plus facilement visible.</p> <p>Enfin, certains panneaux doivent être mis à jour ou changé car ils sont dégradés et deviennent illisibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et</p>

procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
<p><b>Constats</b> : L'exploitation a transmis le plan de formation du personnel de Valeco. Aucun document n'a été transmis pour le personnel intervenant de la société de maintenance ENERCON.</p> <p>Le plan de formation doit être mis en lien avec les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, aucun document ne justifie que le personnel connaît les procédures à suivre en cas d'urgence.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a réalisé aucun exercice avec ou sans les services de secours. L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'un exercice serait réalisé courant 2022. Le compte-rendu de cet exercice devra être transmis au service de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats</b> : L'exploitant doit mettre en place ce registre et y consigner les exercices, notamment celui prévu en 2022 avec les informations ad hoc.</p> <p>Une copie de ce registre sera transmis au service l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<b>Constats</b> : L'intérieur de l'aérogénérateur E3 (identifié par BRU03) était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a pu fournir le manuel d'entretien comportant l'ensemble des informations prescrites .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> Le registre est bien en place et comporte bien les opérations de maintenance mais pas les opérations préventives et correctives engagées. Celles sont consignés dans le registre du maintenancier.  Afin de respecter le présent article, l'exploitant doit compléter son registre avec les opérations préventives et correctives engagées malgré le registre du maintenancier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination de ses déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison ont été contrôlés le 31 août 2021 par un organisme extérieur. Au jour de la visite, le site était donc conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures sonores						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet						
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures</th></tr><tr><td>Sup à 35 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à :Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ;Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ;Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ;Zéro pour une durée supérieure à huit heures.En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite .Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures	Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures				
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)				
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle de 2020, réalisé par un organisme extérieur, conclut au respect des valeurs limites de niveaux sonores et d'émergence.						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite						
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet						

## N° 13 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/03/2017, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>



Un débroussaillage est réalisé autour des installations sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès. Le débroussaillage est entretenu régulièrement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le justificatif du débroussaillage de 2022.
Il serait judicieux que ce document mentionne les contraintes du débroussaillage prescrites par l'arrêté du 7 mars 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité (FDS) est fournie dans la langue officielle de l'État membre dans lequel la substance est mise sur le marché.
<b>Constats :</b> Les FDS fournies par l'exploitant sont en Français. Toutefois, certaines FDS ne sont pas au bon format et visent l'ancienne codification pour les phrases de risques.  L'exploitant doit récupérer, auprès de ses fournisseurs, les dernières versions des fiches de données de sécurité des produits utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.  Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.  Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> Les bordereaux de suivi de déchets contrôlés n'étaient pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier ou d'une autre société.  Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien la société autorisée à exploiter le parc éolien.  Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale. Normalement dans ce cas-là, la case 12 du BSD et éventuellement des cases suivantes doivent être remplies.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet